

La Chronique des livres 1999

sous la responsabilité de François Guichard

Le profil éditorial modeste des sciences politiques et sociales au Brésil

La caractéristique la plus marquée du profil éditorial des sciences politiques et sociales au Brésil est, dans les années 1990, l'absence d'un ensemble d'ouvrages d'impact significatif. On l'observe d'une part, dans la diminution marquée du nombre de nouveaux titres - en contraste avec le véritable *boom* des années 1970 - et, d'autre part, dans la difficulté rencontrée par les lecteurs spécialisés dans ces disciplines, pour y relever des ouvrages marquants.

Afin de faciliter et de rendre moins subjectif un choix des ouvrages les plus significatifs à inclure dans ces commentaires, j'ai envoyé un questionnaire à une cinquantaine de spécialistes des disciplines de Sciences politiques, de Relations internationales, Économie politique internationale, Sociologie et Anthropologie. Il a fallu se contenter d'un succès très modéré, puisque 30 % des enquêtés répondirent. Cela rend non significatif tout calcul statistique, mais sur le plan qualitatif il est quand même à signaler que, des neuf politologues ayant répondu, non moins de quatre ont indiqué qu'ils ne se souvenaient pas avoir lu quoi que ce soit d'auteurs brésiliens dans la période. Les autres ont donné des indications très éclatées.

Dans le domaine des Relations internationales, l'enquête a mieux réussi, avec un nombre plus élevé de réponses, extrêmement convergentes, auxquelles il faut ajouter celles de spécialistes d'autres disciplines ayant aussi apporté leurs évaluations. Ainsi l'œuvre de référence *Sessenta anos de Política externa brasileira*¹, a été mentionnée par tous les spécialistes consultés et en outre par deux spécialistes en Sciences politiques. Un autre ouvrage collectif, *Temas de Política externa brasileira II*², a aussi mérité l'unanimité des spécialistes de Relations internationales, ainsi qu'une mention par un expert d'une autre discipline.

Il est peut-être propre à cette aire de connaissance d'avoir provoqué une introspection autour des relations extérieures du Brésil, au moment même où les structures de base des relations internationales - telles qu'on les a connues au long de ce court siècle - se sont évanouies sans que l'on puisse envisager le nouvel ordre. En fait, le troisième ouvrage le plus mentionné, non plus à l'unanimité, mais encore à une très large majorité, est également un livre de référence, *YHistória da Política externa brasileira*³. Dans l'ensemble, ces ouvrages représentent un énorme effort de réflexion

1. J.-A. GUILHON-ALBUQUERQUE, ed., *Sessenta anos de política externa brasileira, I. Crescimento, modernização e política externa, II. Diplomacia para o desenvolvimento*, São Paulo, USP/Livraria Cultura Editores, 1996, 338 + 298 p.
2. G. FONSECA Jr. & S.H. NABUCO de Castro, eds, *Temas de política externa brasileira II*, Rio de Janeiro, IPRI/Paz e Terra, 1994. 2 vols, 365 p. + 203 p.
3. C. BUENO & A.L. CERVO, *História da Política Externa Brasileira*, São Paulo, Editora Ática, 1992, 432 p.

sur le rôle du Brésil dans le monde et sur les perspectives de l'insertion du pays dans le siècle prochain, incluant un grand nombre de collaborateurs, sur une période assez longue eu égard aux habitudes des Brésiliens, condamnés à vivre dans le présent, sinon dans l'avenir : la dernière décennie (*Temas...*), le siècle actuel (*Sessenta anos...*) et les deux siècles depuis l'Indépendance (*História...*).

Dans les Sciences politiques, la période contraste sûrement avec l'ensemble significatif d'ouvrages interprétatifs du régime militaire, surtout dans les années 1970, ainsi que de la période de transition politique, thématique qui a marqué le panorama éditorial de la fin des années 1970 à la fin des 1980, et qui est prolongée dans la question de la consolidation de la démocratie. Cette dernière, à son tour, engloba aussi bien des interprétations du modèle de la transition, que des études théoriques sur le système institutionnel et le régime politique, y compris des recherches empiriques de comportement politique, destinées à dénicher la présence d'attitudes favorables ou contraires à la démocratie dans la société brésilienne. Alors que l'on doit à ce courant un nombre considérable de titres qui mobilisèrent une dizaine d'auteurs, notre petite investigation déboucha non seulement dans la confession d'une absence d'intérêt ou d'impact, mais aussi sur la mention d'un seul titre cité par plus d'un spécialiste.

Il s'agit du livre de Wanderley Guilherme dos Santos *Razões da desordem*⁴, qui compare le Brésil après la Révolution de 1930, à l'Angleterre du XIX^e siècle. Il cherche l'explication de l'instabilité politique brésilienne et de la raison du contraste existant au Brésil entre une législation sociale plus généreuse que celle d'autres pays plus développés, et une stratification sociale bien plus inégalitaire. À la rigueur, c'est un livre qui s'en tient à la problématique des années 1980, quand la démocratie politique récemment conquise avait déçu à beaucoup de ceux qui attendaient d'elle performance économique et égalitarisme social en rupture totale avec la période du régime militaire.

Il est assez curieux de constater que le Brésil est en train de vivre une période de stabilité politique irréprochable, pratiquement inédite depuis la fin de la Vieille République⁵, ayant résisté sans accroc à des crises d'une extrême gravité, comme celle de la mort – avant son investiture – du premier président élu après le régime militaire, Tancredo Neves ; comme celle de la persistante période de d'hyperinflation (1984-1994) ; ou comme celle de l'*impeachment* du président Fernando Collor. La stabilité monétaire se maintenait pour la sixième année, ayant même résisté aux crises mexicaine et asiatique, alors que la partie la plus visible de la littérature en Science politique s'affairait toujours à expliquer pourquoi le pays ne marchait pas.

Après la dévaluation de janvier 1999, avec la reprise limitée de l'inflation et les coups subis par la crédibilité externe du pays, on chercherait en vain dans cette littérature les origines de la crise présente : elle regardait d'autre côté.

En Économie politique internationale, étant donné le volume assez mince des réponses, le critère a été celui de retenir les ouvrages les plus cités dans la littérature récente sur le thème le plus saillant du moment, la globalisation ou mondialisation de l'économie. Nous pouvons y placer deux livres : *Teorias da Globalização*⁶, d'Octavio Ianni, une sorte de *vade-mecum* pour étudiants et enseignants qui voient dans la mondialisation une idéologie menaçante en plus d'une stratégie hégémonique de l'après-Guerre Froide ; et l'anthologie *O Brasil e a Economia Global*⁷, qui a le mérite indiscutable d'inclure la vision officielle du gouvernement brésilien à côté de contributions de caractère plutôt universitaire, y compris d'économistes liés à l'opposition de gauche. Le livre, quoique publié en 1996, comprend des articles signés par le président Fernando Henrique Cardoso alors qu'il était à la tête du ministère des Finances et y dirigeait l'application du Plan Real de stabilisation monétaire, et de l'ambassadeur Celso Amorim, qui lui succéda au ministère des Affaires étrangères, ce qui permet au lecteur d'appréhender le cadre de références dans lequel les autorités brésiliennes perçoivent les changements dans l'économie internationale.

4. W.G. dos SANTOS, *Razões da desordem*, São Paulo, Editora Rocco, 1994, 152 p.

5. La Révolution de 1930 a mis fin à la Vieille République, cédant place à l'ère de Getúlio Vargas. Depuis lors, la plus grande période de stabilité a été celle allant de 1945, avec l'élection du général Gaspar Dutra suite à la chute de Vargas, jusqu'au suicide du même Getúlio Vargas en 1954, après avoir été élu en 1950.

6. O. IANNI, *Teorias da Globalização*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1996, 223 p. (3^e ed.)

7. R. BAUMANN, ed., *O Brasil e a Economia Global*, Rio de Janeiro, Editora Campus, 1996, 292 p.

Il faut souligner pour cette période l'intérêt éditorial croissant pour des biographies de personnalités remarquables. Les années 1990 ont vu surgir, avec un plus ou moins grand succès, une série de biographies et mémoires, donnant suite à l'exploitation d'un terrain défriché par Fernando Moraes, journaliste et homme politique, qui se fit connaître par un ouvrage, au succès extraordinaire, qu'il écrivit sur Cuba, publié en plein régime militaire⁸. *Mauá*⁹ dresse le portrait d'un industriel de l'Empire, le baron de Mauá¹⁰. *Lanterna na popa* reprend la trajectoire de Roberto Campos, diplomate et économiste conservateur qui a eu une énorme influence pendant toute la deuxième moitié de ce siècle¹¹. Les *Journaux de Vargas* résultent de la compilation des journaux intimes de Getúlio Vargas, l'homme d'État brésilien qui dirigea la Révolution de 1930 et le processus de modernisation du pays jusqu'en 1954, date de son suicide¹².

L'ère de Vargas

Publiés en deux gros volumes, les journaux de Vargas n'ont pas eu le même succès éditorial que d'autres mémoires et biographies, mais ils ont sûrement joui d'un plus grand impact sur l'opinion. D'abord parce qu'ils ont révélé le côté humain du dictateur, jusqu'alors connu par son immense réserve dans les relations personnelles et par sa froideur de calcul politique. La révélation des affaires amoureuses de l'homme d'État a initialement attiré l'attention, mais il semble que l'intérêt le plus grand ait été porté sur la réitération du thème du suicide, à chaque fois qu'une possibilité d'échec se présentait, outre la preuve du cynisme bien connu de l'ancien dictateur en ce qui concerne la nature humaine. Outre le fait de jeter une lumière nouvelle sur la personnalité peu connue de Getúlio¹³, l'ouvrage n'apporte guère de révélations, mais il permet la reconstitution d'un Brésil et, surtout d'un Rio de Janeiro d'une autre ère, où président constitutionnel comme dictateur pouvaient s'offrir des parties de plaisir en voiture et flâner dans les rues presque tous les jours, sans cet appareil de sécurité et la curiosité malsaine qui accompagnent toute célébrité d'aujourd'hui.

D'autres mémoires de présidents ont vu le jour dans les années 1990, comme celle du général Ernesto Geisel¹⁴, mais aucune n'a eu la répercussion des mémoires intellectuelles sous forme d'entrevues concédées par l'actuel président Cardoso, *O Presidente segundo o sociólogo*¹⁵. On dirait que ce sociologue devenu homme politique a un penchant pour l'entrevue comme forme littéraire. C'est en fait le troisième volume dans sa vaste bibliographie, tous d'avantages motivés par des raisons politiques que par des objectifs intellectuels, et le seul entièrement composé d'*interviews* et conçu comme tel.

Le premier, *Democracia para Mudar*, publié alors que Cardoso était pour la première fois candidat au Sénat pour São Paulo, en 1978, fut un instrument de la campagne électorale, organisé à partir d'un grand nombre d'entrevues dans des journaux et magazines les plus divers. En plus de largement recouper les *interviews* pour les besoins de la cause, il fallut placer un certain nombre d'articles ou chapitres de livres,

8. Il a depuis publié diverses biographies : *A Ilha - um repórter brasileiro no país de Fidel Castro* (S. Paulo, Alfa-ômega, 1998, 176 p, 28^e éd., épuisé), sur Castro et la vie à Cuba dans les années 1970 ; *Olga* (S. Paulo, Companhia das Letras, 1993, 314 p.), biographie de l'épouse du légendaire dirigeant communiste brésilien Luis Carlos Prestes, livrée par le gouvernement brésilien à la Gestapo et morte dans un camp de concentration allemand ; *Chatô* (S. Paulo, Companhia das Letras, 1994, 720 p.), biographie d'Assis Chateaubriand, une sorte de baron tropical de la presse.

9. J. CALDEIRA, *Mauá - o empresário do Império*, S. Paulo, Companhia das Letras, 1995, 560 p.

10. L'Empire est la période qui va de l'Indépendance brésilienne, en 1822, à la proclamation de la République en 1889, pendant laquelle la couronne brésilienne a anobli des *terratenientes* et quelques commerçants et industriels comme Mauá.

11. R. de Oliveira CAMPOS, *Lanterna na Popa*, S. Paulo, Topbooks, 1996, 2 vols.

12. *Os Diários de Getúlio*, S. Paulo, Siciliano, 1995, 2 vols, 575 p. + 682 p.

13. Au Brésil, les personnalités publiques sont généralement connues par leur prénom.

14. Geisel (1974-1979) fut le dernier président « élu » par la corporation militaire. Lui-même indiqua son successeur, le général João Batista Figueiredo (1979-1985), selon un processus qui écarta entièrement les militaires de la succession présidentielle.

15. F.H. CARDOSO, interrogé par Roberto Pompeu de Toledo, *O Presidente segundo o Sociólogo*, S. Paulo, Companhia das Letras, 1998, 366 p.

ainsi que des textes spécialement conçus par des collaborateurs, afin de parer à la multiplicité de thèmes et aux nouvelles questions à l'ordre du jour¹⁶. Un autre volume a été publié dix ans après, selon le même modèle.

O Presidente segundo o sociólogo, « Le président selon le sociologue » en revanche, est un ouvrage entièrement conçu comme une *interview*-mémoire du temps présent. Il est pourtant bien plus une justification du sociologue, qu'il n'est révélateur du Président. Alors qu'il a forgé une respectable coalition de centre-droit capable de s'appuyer sur une majorité gouvernementale massive qui a rendu possible l'adoption et la continuité du plan de stabilisation monétaire et, tout compte fait, la stabilité politique de la fragile démocratie brésilienne, le sociologue se ressent du fait qu'on le blâme fréquemment pour « incohérence ». Cardoso se formalise quand on lui rappelle une phrase que la presse lui a attribuée : « Oubliez ce que j'ai écrit » et qu'il n'a probablement jamais dite telle quelle. Mais – soyons raisonnables –, on ne gouverne pas avec des concepts analytiques de sociologie : oublier ce que l'on a écrit ne relève-t-il pas souvent de la sagesse ? Seuls les monomaniaques ne changent guère d'avis. Mais il ne supporte pas que l'on qualifie son gouvernement de néo-libéral, alors que quiconque ayant une connaissance minimale des alternatives actuelles en économie politique Internationale, n'hésiterait une seconde à y reconnaître un trait marquant de son administration.

Le livre contient de grandes interprétations à propos des penseurs politiques brésiliens, des mémoires d'événements marquants de la vie nationale et du tournant politique du siècle – Solidarnosc en Pologne, les réformes de Gorbachev –, des réflexions sur les mouvements sociaux au Brésil, le système politique, le quotidien du gouvernement. Cardoso écrit bien et parle encore mieux. Ce que l'on perd en rigueur avec le genre *interview*, le lecteur le regagne en plaisir de lire.

Un regard vers l'extérieur

Getúlio Vargas est le personnage obligé de trois autres ouvrages qui cherchent à faire un portrait du Brésil tourné vers l'extérieur. Dans *l'História da Política externa brasileira*, de Cervo et Bueno¹⁷, Vargas apparaît en deux moments décisifs, celui de l'alliance avec les États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, et lorsque cette alliance commence à se déchirer, au milieu des années 1950.

L'ouvrage tente de reconstituer la politique étrangère brésilienne depuis l'Indépendance (1822) jusqu'à nos jours, en une démarche qui diffère d'autres études précédentes, car il ne se limite pas aux événements diplomatiques et conflits militaires, analysant les aspects plus structurels de l'histoire des relations internationales du pays. La première partie, signée par Amado Cervo, couvre la période qui va de l'Indépendance à la fin de l'Empire (1822-1889) avec la proclamation de la République. La politique étrangère y est analysée à partir de quatre variables : le système international et les objectifs des puissances dominantes ; l'insertion du Continent américain dans le système international ; l'héritage colonial du Brésil ; et les structures sociales du pays.

Pour Cervo le pays se mouvait entre les zones de pression des puissances européennes et les relations régionales dans le Rio de la Plata. Dans la première il occupait une position subalterne, soumis à des traités que les documents de l'époque considéraient contraires aux intérêts nationaux. Dans la seconde, il agissait en puissance et tâchait d'imposer ses objectifs. Selon l'auteur, le Brésil a fait converger vers la région la totalité de ses ressources, y consommant la plupart des énergies qui ont manqué à un projet de modernisation.

L'autre partie, signée par Clodoaldo Bueno, couvre la période républicaine jusqu'au coup militaire de 1964. Au début de la période, le pays a dû faire face à de nombreux différends internationaux, surtout liés à des disputes territoriales. Il a choisi un pan-américanisme et un raffermissement des rapports avec les pays hispano-américains et les États-Unis, dans une optique anti-européenne, tentant de rompre tous les liens monarchiques maintenus durant le XIX^e.

16. F.H. CARDOSO, *Democracia para Mudar*, J.A. Guilhon-Albuquerque, ed., S. Paulo, Editora Paz e Terra, 1978, 108 p., épuisé.

17. Voir note 3, *supra*.

Après la consolidation de la République oligarchique l'option américaniste a été abandonnée et, en la figure du baron de Rio Branco – patron de la moderne diplomatie brésilienne – la République a repris les orientations traditionnelles depuis l'Empire, oscillant entre les aires d'influence européennes et l'hégémonie dans le Cône Sud. Pourtant, le rapprochement d'avec les États-Unis finit par s'intensifier, Rio Branco ayant prévu, encore au début du siècle, le déclin britannique que la Grande Guerre allait précipiter. À son avis, les États-Unis se détachaient déjà en tant que les principaux importateurs de café et premiers parmi les partenaires commerciaux du Brésil. La partie finale du livre, qui couvre les années 1964-1985, coïncide avec la thématique des autres études sur la politique étrangère brésilienne.

Un siècle court

L'œuvre de référence *Sessenta anos de Política externa brasileira, 1930-1990*, est une étude collective en quatre volumes, dont les deux premiers titres¹⁸ ont été édités en 1996 par le Centre de recherches des relations internationales de l'université de São Paulo. L'élaboration du projet a pris six années, réunissant plus d'une cinquantaine de collaborateurs qui abordent les aspects les plus saillants de la politique étrangère brésilienne, de la diplomatie et des relations internationales du pays, dans le siècle si court allant de la grande crise de 1929 à la chute du mur de Berlin.

Le premier volume publié prend un parti d'analyse historique, les études discutant initialement, d'une part, la période de rapports pendulaires entre les Alliés et les pays de l'Axe dans l'entre-deux guerres et, d'autre part, les conséquences de l'alliance militaire et politique avec les États-Unis. Ensuite sont abordées différentes périodes présidentielles et leurs caractéristiques spécifiques, jusqu'au coup d'État de 1964 : le général Gaspar Dutra, le second gouvernement Vargas, Juscelino Kubitschek, Jânio Quadros et João Goulart. Suit une discussion théorique et interprétative de deux courants connus par « politique étrangère indépendante » et « pragmatisme responsable », le volume se terminant en 1990 avec une évaluation de la politique étrangère du premier gouvernement postérieur au régime militaire, celui du président José Sarney.

Le deuxième volume étudie la diplomatie économique du Brésil. Un ensemble de chapitres aborde l'insertion du Brésil dans l'économie internationale, des aspects stratégiques de la politique commerciale brésilienne et le traitement donné à la négociation de la dette extérieure. Un autre ensemble analyse, dans l'optique de diplomates militants, la participation du Brésil dans divers forums de négociations multilatérales et dans les processus d'intégration régionale comme le Mercosul, l'Aladi et l'Alalc, ainsi que les relations récentes du Brésil avec l'Union européenne et sa participation à l'ancien GATT¹⁹. Finalement, deux chapitres évaluent la diplomatie économique du pays dans deux périodes, de 1945 à 1964 et de 1964 à 1990.

En deux volumes aussi, l'anthologie de Fonseca Jr et Nabuco de Castro, *Temas de Política externa brasileira II*, a été éditée par l'Institut de recherches des relations internationales du ministère des Affaires étrangères, et réunit des études de diplomates et chercheurs qui discutent essentiellement l'action de la diplomatie brésilienne dans les années 1990. Partant du présupposé que la fin de la Guerre Froide a modifié la scène internationale, exigeant une redéfinition de la politique étrangère des grandes puissances, le Brésil est en train de repenser son action extérieure. Quelques-uns d'entre les acteurs majeurs de ce changement ont contribué à cet ouvrage.

Dans la partie introductive, le ministre des Affaires étrangères d'alors et son vice-ministre discutent la réorientation de la politique étrangère brésilienne et le « sentiment d'exclusion » créé par l'instabilité politique et par le changement dans les paramètres de l'économie mondiale (c'est-à-dire la mondialisation). La partie suivante, « Le Brésil dans le monde », évalue comment le Brésil, les États-Unis et

18. I. *Crescimento, modernização e política externa. I. Diplomacia para o desenvolvimento.*

19. Le Mercosur est le marché commun du Sud, qui englobe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. L'Alalc est l'Association de libre échange de l'Amérique Latine. L'Aladi est l'Association latino-américaine de développement et intégration. Le Gatt est le *General Agreement on Tariff and Trade*, qui a donné place à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

l'Amérique latine essaient de prendre position dans la réorganisation du système international.

Une autre partie aborde des thèmes multilatéraux, l'action du Brésil dans le système interaméricain (OEA), au Conseil de Sécurité de l'Onu ainsi que l'émergence de la coupole ibéro-américaine. Là aussi sont présents les nouveaux thèmes transnationaux, tels que les droits de l'homme, l'environnement et l'évolution des régimes de contrôle des technologies sensibles.

Dans la partie sur les « Thèmes économiques », la participation du Brésil aux processus d'intégration régionale, subrégionale et continentale est abordée parallèlement à la diversification des relations commerciales du pays et à sa définition comme un *global trader*, y compris la participation du Brésil dans l'*Uruguay Round* des négociations du GATT.

Le second volume rassemble des chapitres sur les rapports bilatéraux du Brésil, à commencer par la politique latino-américaine, puis l'espace central occupé par les relations bilatérales aussi bien avec les États-Unis que l'Argentine. En ce qui concerne les rapports avec les puissances européennes, les études soulignent les relations avec la Communauté européenne, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Russie. Le volume se clôt sur trois études des relations du Brésil avec l'Afrique, avec la région de l'Asie-Pacifique et avec le Japon dans les années 1990.

Un autre ouvrage de Fonseca Jr. contraste avec cet inventaire de la politique étrangère du Brésil entrepris par différents auteurs. Il aborde des questions théoriques générales, comme celle de la méthode et des principaux courants ainsi que celle de la fonction même de la théorie en relations internationales ; il s'aventure dans l'analyse conceptuelle d'un thème très contemporain, celui de la légitimité ; et il fait l'histoire politique de périodes précises de la politique étrangère contemporaine du Brésil.

Il en existe peu d'exemples dans la littérature récente. *A Legitimidade e Outras Questões Internacionais*²⁰ est un de ces cas rares où ambition théorique et pragmatisme coexistent chez le même auteur.

Des échos du passé

Quelles sont les raisons d'une telle instabilité du système politique brésilien ? Comment la société brésilienne a-t-elle développé, à certains moments de son devenir politique – les années 1930-1940 – des droits sociaux plus avancés que ceux des pays les plus prospères économiquement et politiquement les plus stables ? Voilà des questions qui donnent le ton du livre de Santos *Razões da desordem*. Le but déclaré de l'auteur est de faire une lecture comparée du système politique brésilien, en référence à celui des démocraties avancées, pourtant sans chercher la création d'une théorie entièrement nouvelle, tout en se valant d'un modèle bien établi, celui de la polyarchie de Robert Dahl. Santos part du présupposé que les processus économiques et sociaux ayant eu cours au Brésil dans les années 1930 sont analogues à ceux de l'Europe du XIX^e : un présupposé qui fonctionne presque comme une trame poétique, mais qu'il est difficile de confirmer en toute rigueur scientifique. Pour illustrer son argument, il compare l'évolution de la participation politique en l'Angleterre du XIX^e siècle à celle du Brésil des années 1930. Selon l'auteur, tout comme en Angleterre, les changements économiques et sociaux au Brésil à partir de 1930 auraient produit des effets sur les institutions politiques.

Santos affirme que, dans le cas brésilien, les rapports entre entrepreneurs et ouvriers suivent un modèle régulateur dans lequel, plus bas est le degré d'institutionnalisation, plus faible est le pouvoir des groupes sociaux et plus grand le besoin d'intervention de l'État. Cette intervention en vient à produire un excédant de règles, dont l'effet principal est celui de diminuer le pouvoir de négociation réel des acteurs. Selon Santos le gouvernement finit par créer d'avantage de lois que la société n'en demande, provoquant par là des effets d'ingouvernabilité. C'est ce qu'il appelle l'« hobbesianisme social pré-participatoire », notion qui est loin de la clarté attendue par le lecteur un tant soit peu exigeant.

20. G. FONSECA Jr, *A legitimidade e outras questões internacionais. Poder e ética entre as nações*, São Paulo, Editora Paz e Terra, 1998, 374 p.

Sa conclusion principale est que les Brésiliens transitent entre un système polyarchique et un autre non-polyarchique, dont l'effet d'indéfinition rend plus difficile la consolidation d'une culture civique dans le pays. Une caractéristique majeure de l'ouvrage de Santos est un certain anachronisme par rapport aux problèmes de compréhension de la réalité politique et d'*engeneering* politique et social se présentant aujourd'hui devant le pays. Santos se propose de comprendre pourquoi le Brésil est politiquement instable et socialement contradictoire, alors que le pays s'approche d'avantage d'un profil de prévisibilité du processus politique et de la stabilité économique qui diffèrent nettement de son passé récent.

D'autres ouvrages, comme celui de José Luis Fiori²¹, partagent une optique semblable, destinés qu'ils sont à expliquer que la relative prévisibilité du processus politique, la nouvelle solidité des institutions et la performance économique plus fiable du pays, lorsqu'on les compare aux quarante dernières années, n'étaient qu'une illusion. Le livre de Fiori, ainsi que ses longs articles publiés dans la grande presse doivent leur succès principalement au fait d'avoir centré leur feu sur la personne du président Cardoso.

En fait, Fiori concentre une large partie de ses écrits à prouver que le Président a trahi sa propre pensée sociologique, en adhérant, par des raisons pragmatiques, au « consensus de Washington ». Président-élu, Cardoso a publié un article dans la grande presse dans lequel, citant nommément Fiori, il tente de se justifier. Une fois cela fait, son critique est devenu une référence nationale du jour au lendemain...

Appartient à la même catégorie d'ouvrages tournés vers le passé le livre de Octavio Ianni²² que l'on commentera en suite. Ianni fut un des sociologues les plus renommés dans les années 1960, rivalisant en influence avec le plus illustre des sociologues brésiliens, l'actuel président Cardoso. Les études d'Ianni sur le rôle de l'État dans l'économie et dans la société pendant la période populiste ont marqué une génération d'étudiants et d'intellectuels de gauche. Après une période de relatif effacement, Ianni reprit de l'influence sur les générations actuelles d'étudiants en Sciences humaines et de militants de gauche.

Son ouvrage sur les *Teorias da Globalização* prétend analyser, sous tous ses aspects, politiques, sociaux, économiques et culturels, les changements aussi profonds que rapides qui accompagnent la fin de la Guerre Froide et les mutations de l'économie et du commerce international. Pour cela, il commence par analyser les diverses métaphores employées pour caractériser tel changement, comme celles d'« usine globale », « système-monde », « village global », etc., et examine les interprétations théoriques qui, toujours d'après lui, traitent d'expliquer le phénomène de la mondialisation : évolutionniste, fonctionnaliste, systémique, structuraliste, weberienne et marxiste.

C'est un ouvrage voué à une grande popularité, car il manie à la fois, les lieux communs que la presse diffuse quotidiennement, et des concepts courants dans la formation traditionnelle des étudiants de Sciences Humaines. La tournure classificatoire de son exposition des concepts et théories, la manière dont il les traduit dans des idées reçues, rend la lecture et la compréhension de ses écrits une tâche facile. Ianni conquiert le lecteur au moyen de définitions d'une grande banalité comme celle de globalisation : « Le marché, les forces productives, la nouvelle division du travail, la reproduction élargie du capital se développent en échelle mondiale ».

Selon Ianni, dans toutes les théories il y a un consensus sur le fait que le monde est en train de subir de grandes mutations, mais ces tentatives d'explication sont partielles et ne répondent pas à la complexité de la nouvelle configuration du monde laquelle, pour l'auteur, en dépit de la défaite du socialisme dans sa bataille contre le capitalisme, serait plus proche de la conception de l'histoire annoncée par Marx - celle d'une expansion du capitalisme international avant l'arrivée du socialisme. Une telle prévision, pour plus contraire aux faits et peu fondée en arguments qu'elle soit, en est une des raisons du succès de l'auteur parmi les militants de gauche et étudiants universitaires. L'autre raison, c'est l'accès encore restreint du public brésilien à la production éditoriale d'autres pays, faisant en sorte qu'un livre brésilien comme celui-ci, ou des rares traductions, deviennent des références forcées de quiconque publie sur le sujet.

21. J.L. FIORI, *Em busca do dissenso perdido – ensaios críticos sobre a festejada crise do Estado*, Rio de Janeiro, Insight Editorial, 1995, 276 p.

22. *Teorias da Globalização*, cité ci-dessus.

Avec l'ouverture de l'économie brésilienne, et la rapidité de l'accès à la littérature internationale permise par le commerce via Internet, les jours de phénomènes éditoriaux comme ceux-là sont probablement comptés. Le niveau et la qualité de la production éditoriale brésilienne sont condamnés à s'élever très rapidement pour faire face à la compétition des productions européenne et américaine, chaque fois d'avantage accessible aux lecteurs brésiliens.

Avril 1999

José-Augusto GUILHON-ALBUQUERQUE

Universidade de São Paulo, Núcleo de pesquisa em relações internacionais

Présentations d'ouvrages annexes à l'article de José-Augusto Guilhon-Albuquerque

J.-A. GUILHON-ALBUQUERQUE, ed., *Sessenta anos de Política externa brasileira, 1930-1990. I. Crescimento, modernização e política externa, II. Diplomacia para o desenvolvimento*, São Paulo, USP/Livraria Cultura Editores, 1996, 338 + 298 p.

Estudar a política externa de um país, e os critérios utilizados para sua formulação, não é tarefa fácil, principalmente quando se trata de um país com uma agenda tão complexa como o Brasil. As constantes mudanças do cenário internacional e as transformações políticas e econômicas internas implicaram, em vários momentos, no redirecionamento e na redefinição das estratégias de política externa.

São vários os fatores que influenciaram a definição da política externa e vários os momentos que exigiram mudanças na conduta dos países. É por isso que a evolução da Política externa brasileira merecia ser estudada em suas diversas fases separadamente. Isto porque cada uma delas é definida por características diferenciadoras que refletem o posicionamento que o país busca em determinado momento histórico.

Desde a *História diplomática do Brasil*, de José Honório Rodrigues, não surgiram obras que abrangessem um período mais longo e mais recente, combinando análises temáticas com a perspectiva histórica. A publicação da coletânea *Sessenta Anos de Política externa brasileira (1930-1990)* em quatro volumes, cujos dois primeiros volumes (I. *Crescimento, modernização e política externa*, II. *Diplomacia para o desenvolvimento*) foram editados em 1996 pelo Núcleo de Pesquisa em Relações internacionais da

USP, representa uma importante contribuição à história política do país. A obra aborda os principais aspectos da Política externa brasileira, da diplomacia e das relações internacionais do Brasil desde 1930. A publicação é resultado de mais de cinco anos de pesquisa, reunindo contribuições de mais de cinquenta pesquisadores entre acadêmicos e diplomatas que puderam apresentar os resultados de suas pesquisas, assim como outros relatos de caráter memorialístico.

Os anos 1930, onde tem início a coletânea, mostrava um Brasil que vinha passando por diversas transformações sócio-econômicas e que direcionava sua política externa para uma posição de maior equilíbrio no cenário internacional. O que vai ser modificado, ao longo dos anos, é a forma de como o país vai buscar seus interesses e uma posição de maior destaque no mundo.

O trabalho de abertura do primeiro volume, « O Brasil, a América latina e os EUA desde 1930 », de autoria de Rubens Ricupero, mostra o posicionamento dos dois países dentro do continente e as diversas fases do relacionamento bilateral. Ricardo Seitenfus e Gerson Moura discutem, sob diferentes aspectos, a participação do Brasil na Segunda Guerra Mundial e as consequências do TIAR no relacionamento Brasil-EUA.

Este primeiro volume segue uma linha de análise histórica, desde o trabalho de Paulo Roberto de Almeida sobre o governo Dutra, o segundo governo Vargas, de Monica Hirst, passando pelos governos Juscelino Kubitschek, Jânio Quadros e João Goulart, respectivamente de autoria de Paulo Vizentini, Braz Araujo e Rodrigo Amado, até a discussão de um ponto de vista mais teórico sobre a Política externa indepen-

dente e o Pragmatismo responsável de Gelson Fonseca Jr. O último capítulo do volume I, encerra nos anos 1990 com uma avaliação do governo José Sarney, feita por Luis Felipe Seixas Correa.

O segundo volume da coletânea, *Diplomacia para o desenvolvimento*, inclui a apresentação dos textos feita por Rubens Ricupero e análises com enfoque mais econômico. Os primeiros capítulos contam com análises sobre a inserção do Brasil no cenário econômico internacional, sobre os aspectos estratégicos da política comercial brasileira e a questão da dívida externa. Outros cinco capítulos constituem análises de diplomatas sobre a participação do Brasil nos diversos fóruns de negociação multilateral e nos processos de integração regional, como o Mercosul e uma retrospectiva histórica incluindo a atuação do Brasil na Aladi e Alalc, além das relações com a CEE e a participação do Brasil no GATT desde 1947 até os anos 1990.

Os dois artigos finais avaliam a participação da diplomacia econômica brasileira nos períodos respectivos de 1945 a 1964 e 1964 a 1990, de autoria dos diplomatas Luiz Lindenberg Sette e Luiz Augusto Souto Maior.

A importância da coletânea, que prevê a publicação dos volumes III e IV para o primeiro semestre de 1998, é a reunião inédita de artigos de especialistas da área de Relações internacionais, abrangendo os principais governos e os acontecimentos mais importantes que direcionaram a Política externa brasileira, desde 1930 até os anos 90, influenciando e definindo o perfil atual da política externa de um país do tamanho e da complexidade do Brasil.

Janina Onuki

Universidade de São Paulo, Dpt^o de Ciência política,
Núcleo de pesquisa em Relações internacionais,
Editora da *Carta internacional*

Renato BAUMANN, ed., *O Brasil e a Economia Global*, Rio de Janeiro, Editora Campus/Sobeet, 1996, 292 p.

As mudanças ocorridas nos últimos anos no mundo em diferentes dimensões da vida humana deu origem ao termo globalização, freqüentemente citado também para designar este final de século. As transformações têm proporcionado uma seara fértil para teorias e opiniões para muitos pesquisadores e analistas, que buscam uma caracterização deste período.

Essas opiniões podem divergir quanto as suas causas e conseqüências do processo de globalização, mas não em

relação aos seus traços gerais, que é a ampliação da intensidade, velocidade e profundidade de interação entre as nações. Envolvendo aqui diversos aspectos sociais, econômicos, políticos e de meio ambiente, para mencionar alguns.

Dentre esses, nas várias análises já publicadas é comum encontrar-se uma predominância do foco em aspectos econômico sobre os demais, quase como se, como aponta Renato Bauman, « a compreensão do fenômeno se esgotasse na órbita financeira e das medidas de política que afetam a entrada e saída de recursos financeiros de uma economia » (Baumann, 1996 : XI).

No livro, *O Brasil e a economia global*, o objetivo é discutir as relações e os efeitos da globalização sobre a economia do Brasil. No entanto, antecedendo os capítulos que tratam especificamente as interfaces do Brasil com a economia mundial, estão presentes três capítulos que dão uma abordagem mais geral desse fenômeno. Esses textos que compõem a primeira parte, « A globalização sob diversos aspectos », buscam realizar uma introdução multidisciplinar à discussão da globalização.

O primeiro deles traz o ponto de vista sociológico de Fernando Henrique Cardoso ; o segundo, de Celso Amorim, apresenta uma avaliação da globalização sob uma perspectiva das relações internacionais ; o terceiro, copilado por Renato Bauman, é uma avaliação do tema sob uma ótica econômica.

Em seu texto, « Relações norte-sul no contexto atual : uma nova dependência », Cardoso chama a atenção para os problemas sociais existentes apesar ou por causa dos avanços modernizadores. Acrescenta que há nações inteiras que estão ficando à margem das transformações pelas quais o mundo passa, particularmente parte do chamado Terceiro Mundo que não tem conseguido se inserir no mundo globalizado.

Ele alerta para a necessidade de pensar o futuro dessa população e a sua integração numa nova ordem internacional. Caso contrário, se forem deixados ao esquecimento, ela poderá trazer impactos sobre os países desenvolvidos, como : o crescimento de migrações, terrorismo e surgimento de Estados autoritários, que apesar de limitado poder, segundo Cardoso, podem se tornar ameaçadores.

Celso Amorim, dando um enfoque na política internacional, ressalta que o elemento diferenciador o mundo contemporâneo, além da universalização da

história, é a « existência de um foro em que as questões internacionais são debatidas, encaminhadas e, freqüentemente, decididas », referindo-se a Organização das Nações Unidas.

No entanto, destaca que com o fortalecimento econômico da Alemanha e do Japão há uma erosão na legitimidade dessa instituição, particularmente no que se refere ao Conselho de Segurança. Além disso, aponta a crescente importância e atuação dos organismos não governamentais, particularmente nos chamados « temas globais », que muitas vezes ultrapassam os limites de competência do Estado nacional. Essas considerações, todavia, em sua opinião não desqualificam o Estado como ator principal das relações internacionais, ao contrário o considera instrumento essencial para que cada sociedade realize seus objetivos no plano internacional.

O terceiro capítulo, faz um mapeamento do processo da globalização em termos econômicos, buscando mostrar as dificuldades de defini-lo conceitualmente. Esse processo pode ter interpretações variadas segundo a perspectiva econômica de análise, qual sejam: financeira, comercial, do setor produtivo, institucional ou de política econômica. E é sobre essas formas de aproximação do tema que Renato Bauman desenvolve seu texto, discutindo muitas vezes a atuação dos Estados.

A segunda parte do livro, « O Brasil e a Economia Global », discute por meio de seus dez capítulos, diversos temas econômicos que envolvem a posição, as oportunidades e os desafios do País frente a um mundo globalizado. Um dos temas privilegiados nesses textos é o da competitividade, discutida por praticamente todos os autores, mas com destaque nos textos de José Tavares de Araújo Jr., que o discute sob uma perspectiva internacional e nos de Ricardo Bielschowsky, Lia Haguenaer, Luciano G. Coutinho, que tratam do caso brasileiro. Esse tema ganha destaque particularmente pela acirramento das disputas de mercados provocadas pela globalização, pois as fronteiras nacionais deixaram de ser proteções e agora as economias precisam ganhar capacitação com padrões de eficiência e qualidade internacionais.

Outro tema recorrente nesses textos é o da política cambial, presentes de maneira central nos artigos de Carlos Eduardo de Freitas, Álvaro Antonio Zini, Reinaldo Gonçalves e de maneira

marginal no texto de Juan Carlos Lerda. Este último autor, centraliza sua atenção para a atuação do Estado e sua política fiscal. Completando a coletânea há dois textos que tratam sobre o comércio e sobre a questão da transferência de preços no novo contexto internacional. O primeiro é o da Viviane Ventura Dias, que discute a atuação da Organização Mundial do Comércio (OMC) e a liberalização do mercado internacional. O outro, de E. Felipe Ohana, tem como assunto o processo de determinação de preços de bens e serviços transferidos entre unidades de uma mesma organização. Este assunto ganha relevância, particularmente nas empresas multinacionais, pois serve para transferência de lucros entre empresas de um mesmo grupo.

Pela sua composição, observa-se que esse livro traz contribuições para o entendimento da nova realidade econômica global que envolve o Brasil, apesar das dificuldades que os múltiplos aspectos do fenômeno da globalização adicionados a rapidez e o dinamismo da economia política internacional proporcionam aos estudiosos do assunto.

Alexandre Ratsuo Uehara

Universidade de São Paulo, Dptº de Ciência Política,
Núcleo de Pesquisa em Relações internacionais,

Octavio IANNI, *Teorias da Globalização*, Rio de Janeiro, Civilização brasileira, 1996, 223 p. (3ª ed.)

O mundo passa por um período de transformações profundas e rápidas que intensificam a interação entre as nações em seus diversos aspectos político, econômico e social. Além desses, há ainda os chamados novos temas, que cada vez mais freqüentemente têm adquirido importância internacional. Entre eles destacam-se o do meio ambiente, drogas, poluição.

Esses temas não são exclusivos dos anos 1980-1990, mas a relação delas com as nações nesse período é inédita. Isto porque esses aspectos da vida humana, muitas vezes, vêm assumindo dimensões que vão além dos territórios nacionais em função da permeabilidade e relativização das fronteiras entre os países. Diante dessas várias transformações surgiram tentativas de se criar uma expressão que expressasse o novo mundo.

O sociólogo Octavio Ianni inicia o livro *Teorias da Globalização* avaliando algumas dessas expressões que buscaram por meio de metáforas apresentar a

globalização. Entre essas expressões, que tendem a enfatizar o aspecto social ou econômico, tem-se: fábrica global, sistema-mundo, mundo sem fronteiras, e aldeia global. No campo social destaca-se a intensificação da interação entre as nações e a disseminação da informação, que ocorre de maneira muito mais rápida e abrangente que no passado. Isto graças ao grande avanço tecnológico obtido pelos meios de comunicação. Economicamente, há uma transformação quantitativa e qualitativa das relações, na qual a economia nacional tornou-se, como afirma esse autor, uma *província* da economia global. « O mercado, as forças produtivas, a nova divisão internacional do trabalho, a reprodução ampliada do capital, desenvolvem-se em escala mundial » (Ianni 1996 : 18).

Nessa obra, que teve sua primeira edição em 1995, o autor procurou mapear as principais correntes de interpretação da globalização, avaliando algumas das teorias que buscam dar uma interpretação ao fenômeno da globalização, as quais foram classificadas em: evolucionista, funcionalista, sistêmica, estruturalista, weberiana ou marxista.

A primeira interpretação da nova configuração da realidade é a idéia de economias-mundo, conceitos utilizados por Fernand Braudel e Immanuel Wallerstein, autores mencionados e analisados por Ianni. Segundo esses dois autores o mundo pode ser entendido como um conjunto ou sucessão de sistemas econômicos. O primeiro faz uma teoria geral geo-histórica e segundo tem como pano de fundo de sua argumentação o capitalismo moderno. Para Wallerstein a globalização pode ser entendida como o capitalismo expandido.

A contribuição desses autores segundo Ianni é a de permitir um entendimento das « configurações e movimentos da sociedade global em formação no final do século XX » (Ianni 1996 : 42), como o resultado de um processo envolvendo o relacionamento entre os países desenvolvidos e em desenvolvimento, que vem se realizando desde aos grandes descobrimentos marítimos, passando pelo mercantilismo, colonialismo, imperialismo, transnacionalismo e chegando ao globalismo.

No terceiro capítulo Ianni discorre sobre a teoria da internacionalização do capital, a qual afirma que há uma submissão das economias nacionais às formas de produção e as escalas globais. Particularmente, depois do Fim da

Guerra Fria, momento em que, destaca esse autor, « as economias das nações do ex-mundo socialista transformaram-se em fronteiras de negócios, inversões, associações de capitais, transferências de tecnologias e outras operações, expressando a intensificação e a generalização dos movimentos e das formas de produção do capital em escala mundial » (Ianni 1996 : 46).

Para Ianni a interdependência entre as nações é uma teoria sistêmica das relações internacionais, que enfatiza o papel dos atores sejam eles simples ou complexos. Isto é, eles vão desde indivíduos e grupos a instituições e organizações. Para a teoria sistêmica existe uma funcionalidade nas relações que permite uma articulação eficaz e produtiva, de maneira hierárquica e sincronizada na interação entre os países.

Já teoria da modernização do mundo está relacionada a de ocidentalização e vice-versa. Em outras palavras a modernização implica numa disseminação dos padrões e valores americanos e europeus, entre os quais o liberalismo e a democracia, para o mundo. Além disso, há uma concepção de que existe uma mão-invisível que conduzirá as nações a um relacionamento equilibrado e estável.

Outro aspecto apontado dessa teoria é o seu traço evolucionista, pois o raciocínio empregado pela teoria da modernização é a de que as sociedades surgiram de grupos menos organizados, chegaram à organização na forma de estados nacionais, e agora a humanidade estaria atingindo o seu clímax, superando as sociedades nacionais e caminhando para a sociedade global.

A disseminação da cultura ocidental é também um dos fatores que conduziram à formulação da teoria da « aldeia global ». A argumentação é a de que existe um processo de homogeneização das culturas, decorrente dos avanços tecnológicos que proporcionam « uma produção, reprodução e universalização cultural cada vez mais intenso, sistemático e generalizado » (Ianni 1996 : 103). A base dessa teoria remonta os argumentos weberianos, relacionando ética religiosa e a economia. Max Weber é o autor que atribuiu ao protestantismo a origem do capitalismo. Este um processo civilizatório ocidental de amplas proporções e expansivo que acabou chegando ao oriente, atingindo nações de culturas diferenciadas.

Por isso, os adeptos dessa teoria afirmam que a globalização pode ser vista

como uma expansão da racionalidade própria da sociedade capitalista ocidental para o mundo. Ressalta-se, no entanto, que a racionalidade global é distinta e têm características próprias.

A globalização do capitalismo é um dos aspectos mais perceptíveis dentre os fatos mundiais contemporâneos, ultrapassando os limites das fronteiras tem conduzido a uma transformação das relações de produção, à redefinição da divisão internacional do trabalho e também a uma interdependência maior entre as economias de algumas nações, estimulando a articulação de mercados regionais.

Ao que parece, o Fim da Guerra Fria marcou também a vitória do capitalista na batalha contra o socialismo. No entanto, ironicamente é que com essa vitória que a humanidade volta a caminhar de maneira mais próxima a história que Marx renunciava, a expansão de capitalismo internacional antes da chegada ao socialismo.

A teoria modernidade-mundo abordada por Ianni destaca as características inovadoras da globalização e como esse processo modificou as noções de tempo e espaço, aumentou a permeabilidade das fronteiras e como ele é influenciado pela maior agilidade na comunicação. Essas novas características do mundo, na teoria modernidade-mundo, não conduzem a uma integração do planeta, mas a uma fragmentação. A globalização portanto é um momento em que a realidade e a virtualidade, o todo e a parte, o tempo e o espaço, as linguagens e outros componentes da vida humana ao sofrerem metamorfoses, adquirem a capacidade de criarem combinações inéditas.

Em todas essas teorias há um consenso de que o mundo passa por grandes transformações. Contudo, afirma Ianni, essas tentativas de explicação do fenômeno da globalização são parciais e não respondem a complexidade da nova configuração do mundo. Além disso, de acordo com esse autor, a maioria dessas teorias são inadequadas para avaliar as transformações ocorridas nos últimos anos, pois foram adaptações formuladas a partir das teorias aplicadas para avaliar os problemas da sociedade nacional.

E de fato, a maior crítica de Octavio Ianni sobre as teorias que buscaram trazer explicações do fenômeno da globalização diz respeito ao conceito de soberania do Estado. Para ele, falta ainda as teorias uma abordagem que

busque analisar e enquadrar o papel do Estado sob as novas condições do mundo globalizado, pois ele tem sofrido erosão do seu poder de atuação, e também por causa do fortalecimento da atuação de novos atores como as empresas transnacionais e os organismos não-governamentais.

Alexandre Ratsuo Uehara

Gelson FONSECA Jr. & Sergio Henrique NABUCO de Castro, eds, *Temas de Política externa brasileira II*, Rio de Janeiro, IPRI/Funag/Paz e Terra, 1994. 2 vols, 365 + 203 p.

Esta coletânea, a exemplo dos *Temas de Política externa brasileira I* publicado em 1989, reúne trabalhos de diplomatas e acadêmicos especializados na área de Relações internacionais, discutindo basicamente a atuação da diplomacia brasileira nos anos 90.

A partir do reconhecimento de que o fim da guerra fria modificou o cenário internacional e pediu a redefinição das políticas externas dos países, o Brasil passou a repensar sua forma de atuação. Foi mais do que oportuna a publicação de uma nova série de reflexões, tendo em vista as rápidas mudanças que passaram a se processar no mundo. É no contexto de um cenário em permanente mudança e caracterizado pela imprevisibilidade que se fez necessário discutir o posicionamento internacional do Brasil e o papel que o país assumiu frente às grandes potências e aos novos temas das Relações internacionais.

Os dois volumes desta obra mostram a reflexão sobre temas que são permanentes na discussão da nossa política externa: o primeiro volume divide-se em prólogo e mais três partes. No prólogo, os artigos de Celso Amorim e Roberto Abdenur, discutem o redirecionamento da Política externa brasileira e o «sentimento de exclusão» criado a partir da instabilidade internacional.

A primeira parte, intitulada «O Brasil no mundo», avalia, através dos artigos de Celso Lafer e Gelson Fonseca Jr., Rubens Ricupero e Carlos Augusto Santos Neves, como o Brasil, os Estados Unidos e a América latina em geral, se posicionaram dentro do reordenamento do sistema internacional pós-guerra fria.

O trabalho de caráter teórico, de Celso Lafer e Gelson Fonseca, propõe-se a dar uma forma mais analítica ao estudo da organização do cenário internacional e delimitar como se dá a atuação diplomática neste ambiente.

Para isso distinguem três campos básicos da análise das Relações internacionais: o estratégico-militar, o econômico e o dos valores. A partir dessas perspectivas, é possível traçar diversas perspectivas para a atuação diplomática do Brasil no mundo pós-guerra fria.

Enquanto o artigo de Rubens Ricupero analisa a perda da hegemonia global dos Estados Unidos que agora divide o poder com outras grandes potências e a redefinição do seu novo papel no mundo e no continente americano, Carlos Augusto Santos Neves mostra o papel dos Estados Unidos na América do Norte e do Brasil na América do Sul, avaliando como os dois continentes são vistos no mundo de hoje.

No segundo tópico sobre «Temas multilaterais», os autores discutem o posicionamento do Brasil em relação aos chamados «novos temas». Esse tópico pode ser dividido em duas grandes análises: a primeira engloba três textos - de Bernardo Pericás Neto sobre «As perspectivas do sistema interamericano». Ronaldo Mota Sardenberg, a partir de sua experiência pessoal como presidente do Conselho de Segurança das Nações Unidas em 1993, mostra as mudanças do Conselho e o novo papel que o Brasil seria capaz de exercer na ONU, antecipando uma discussão que adquiriu dimensão mais significativa no ano passado. O trabalho de Seixas Correa mostra a evolução das cúpulas ibero-americanas e a contribuição das diplomacias dos vários europeus e latino-americanos e, particularmente, a participação do Brasil na continuidade desse relacionamento.

A segunda parte dentro dos temas multilaterais, reúne artigos mais específicos sobre Direitos humanos e meio ambiente. O artigo de Antônio Augusto Cançado Trindade, «A proteção internacional dos Direitos Humanos no limiar do novo século e as perspectivas brasileiras» mostra como o tema ganhou emergência com o fim da guerra fria, além de avaliar a participação do Brasil no processo da proteção internacional dos direitos humanos. Ainda sobre o tema dos direitos humanos, Gilberto Sabóia faz uma análise mais específica sobre a Política externa brasileira e a institucionalização dos direitos humanos.

Roberto Guimarães discute a questão do meio ambiente que chamou a atenção do mundo para o Brasil, e o desafio

para que o desenvolvimento sustentável supere o plano da retórica, no continente latino-americano. O trabalho de Pedro Motta Pinto Coelho analisa mais de perto o tema do meio ambiente, mostrando o tratamento multilateral e o viés ideológico que o tema ganhou, principalmente com a realização da Eco-92 no Brasil. José Eduardo Felício mostra a evolução histórica dos regimes de controle das tecnologias avançadas e os esforços do Brasil para participar de um novo sistema de segurança internacional.

Nos «Temas Econômicos», a participação do Brasil nos processos de integração regional, subregional e hemisférica é abordada no trabalho de Rubens Barbosa e Luiz Panelli César. Os mesmos autores, no capítulo seguinte, discutem a diversificação das relações do país e as características que o definem como *global trader*. Marcelo de Paiva Abreu apresenta seu estudo sobre a participação do Brasil na Rodada Uruguai do Gatt. A discussão que envolve a relação entre as bases econômicas da política externa do país e o projeto de desenvolvimento da indústria nacional está no capítulo de autoria de Paulo Guilherme Cunha.

O volume II reúne artigos sobre os relacionamentos bilaterais do Brasil. Inicia-se com a aproximação dos países da América latina (Fernando Guimarães Reis) e a avaliação de como os Estados Unidos adquiriram um espaço central na Política externa brasileira (Maria Regina Soares de Lima e Monica Hirst). O artigo de Marcos Azambuja sobre o relacionamento Brasil-Argentina mostra os projetos comuns e os pontos de divergências que permanecem entre os dois países.

No relacionamento com a Europa, quatro capítulos podem ser destacados: «O Brasil e a CEE», de Geraldo Holanda Cavalcanti; sobre o Reino Unido, de Paulo Tarso Flecha de Lima; as relações com a Alemanha, de Francisco Thompson Flores Neto e as relações com a Rússia, de Sebastião do Rego Barros. Finalizando este segundo volume, são apresentados os relacionamentos do Brasil em estudos pouco explorados: o trabalho de Fernando Augusto Mourão sobre o continente africano; e os textos de Amaury Porto de Oliveira e Henrique Altemani de Oliveira sobre a região da Ásia Pacífico e a relação com o Japão nos anos 1990.

Janina Onuki

Wanderley Guilherme dos SANTOS, *Razões da desordem*, São Paulo, Editora Rocco, 1994, 152 p.

Quais as razões do sistema político brasileiro ser tão instável? Como a sociedade brasileira adquiriu em certos momentos direitos sociais mais avançados do que alguns países do primeiro mundo? Essas perguntas são expressas por Santos nesse livro as «razões das desordem» do sistema político e social brasileiro.

Essas questões permeiam a literatura brasileira sobre o tema. Comparando a situação brasileira como o de outros países vários autores tentam entender o processo de formação institucional, as questões de participação política e eleitoral e de democratização do país.

O livro «*As razões da desordem*» também expressa o intuito de fazer uma leitura do sistema político comparando com os das democracias avançadas, mas não criando uma teoria inteiramente nova para o caso brasileiro e sim utilizando os modelos explicativos das democracias mais avançadas. Santos acredita que as boas teorias são capazes de «esclarecer tanto o desenvolvimento quanto o não-desenvolvimento», o pressuposto é que as sociedades modernas enfrentam vários problemas comuns: como o alargamento da participação e a institucionalização da competição política.

No primeiro capítulo, Santos expõe como os processos econômicos e institucionais no Brasil na década de 30 é semelhante ao processo que ocorreu na Europa do século XIX. Para reforçar seu argumento de que as teorias serve para explicar vários problemas Santos compara a evolução da participação política na Inglaterra (século XIX) e no Brasil (a partir da década de 30).

Como no caso inglês, as transformações econômicas e sociais que ocorreram no país a partir da década de 30 produziram impacto sobre as instituições. No plano das organizações sociais redefinem-se as identidades empresariais, como o aumento das organizações representativas e reorganiza-se o movimento operário, através dos sindicatos. Nesse período passa-se a existir uma sociedade plural e como grande dinâmica.

Para explicar essa dinâmica da sociedade brasileira o modelo teórico escolhido por Santos é o de Robert Dahl que compreende a evolução política a partir de dois eixos chamados de *liberalização e participação*. Liberalização «refere-se ao

grau de institucionalização já alcançado pelas regras da competição política», já participação «refere-se aos direitos e liberdades que são garantidos à população» (p. 37).

Pela teoria de Dahl nas democracias avançadas o processo de liberalização iniciou-se antes da participação, ou seja, a participação começou quando o processo de competição política já estava estabilizado nessas democracias. No caso do Brasil, Santos argumenta que o processo ocorreu de maneira contrária, houve uma incorporação das massas à dinâmica da competição antes que o processo institucional estivesse estável.

Com isso, pode-se sugerir que uma das razões da instabilidade do processo político brasileiro é o tipo de engenharia política que se formou. A incorporação de políticas sociais deve ser considerada como um outro possível fator de instabilidade no sistema político brasileiro. Foram incorporadas demandas sociais no processo político antes da liberalização e participação estarem consolidadas. No Brasil, as políticas trabalhistas foram utilizadas para viabilizar a incorporação da participação em um processo institucional em formação.

Pela análise do relacionamento entre empresários e trabalhadores Santos expõe a lógica da ação coletiva no Brasil e como o poder dos diversos grupos potencializam ou não a institucionalização. O que se apresenta no caso brasileiro é um movimento regulatório, ou seja, quanto menor a institucionalização mais fraco é o poder dos grupos sociais e maior é a necessidade de intervenção estatal.

A intervenção estatal visa diminuir o risco de instabilidade política, consegue-se isso reduzindo os conflitos intra classes. A intervenção sempre foi um instrumento do Estado brasileiro para regular as disputas entre as classes sociais.

Um número excessivo de regras é o principal efeito que pode-se observar na ação coletiva coordenada pela via de regulação. No terceiro capítulo, Santos Parte do princípio de que o governo tende a criar mais leis do que a sociedade tem demanda e, por isso, provoca problemas de governabilidade.

Existe um excesso de legislação no país que foi inaugurada na era Vargas, a essa postura legisladora e regulatória se tem um «hobesiano social pré-participatório e estrafóbio» (p. 79). Ou seja, a situação cria um governo que governa muito, no entanto, no vazio.

O autor ressalta que isso não chega a criar o caos na sociedade brasileira, mas proporciona a existência de várias soberanias concorrentes.

Para chegar as conclusões sobre a poliarquia brasileira Santos analisa as formas de organizações sociais e profissionais que prevalecem no país, como se dá o processo de participação eleitoral e também como as demandas são encaminhadas pelos governos. A análise dos dados sugere que existe um grande número de pessoas que dispensa o recurso do voto como mecanismo de participação, que revela-se indiferente a participação política de forma geral e ignora os laços entre políticos e eleitores. Um grande número nega ter participado de qualquer conflito, ou seja, brigas, divórcios, assaltos, etc.

Os brasileiros transitam entre um sistema poliárquico e não-poliárquico. Esse intercâmbio provoca um efeito malféfico na cultura cívica do país e diminui a probabilidade de sucesso das políticas governamentais, já que o governo elabora grande quantidade de regulamentação que não é conhecida nem usufruída por parcela da sociedade.

Um exemplo do tipo de atitude do brasileiro que transita nos dois sistemas (poliárquico e não-poliárquico) é o de votar conforme as regras da cidadania, mas não dar queixa à polícia quando foi roubado. Indo além, passar a andar armado para se proteger contra outros possíveis roubos.

Quando votamos estamos dentro dos limites da poliarquia, mas quando somos roubados e não damos queixa transitamos para o outro extremo. Há o grupo que além de não utilizar as instituições, buscando a justiça, despreza totalmente o sistema quando decide proteger-se por conta própria.

Para que as políticas públicas sejam eficientes precisam corresponder os valores públicos, ou seja, devem representar as expectativas que os indivíduos possuem do governo.

As discussões sobre um modelo de representação que garantam a eficácia governamental deve estar associada a uma discussão sobre a cultura política do país. O processo eleitoral não é o único problema do regime político brasileiro, mas deve-se considera a falta de uma cultura cívica que sustente as políticas governamentais.

O ingresso do país na modernidade do século XXI depende de como será resolvido as questões institucionais. Com isso, o autor encerra o livro sugere-

rindo as razões necessárias para um recomeço, através da escolha livre e do processo democrático avançado.

Denilde Oliveira Holzhacker

Universidade de São Paulo, Dpt° de Ciência

política,

Núcleo de Pesquisa em Relações internacionais,
Clodoaldo BUENO & Amado Luiz CERVO, *História da Política externa brasileira*, São Paulo, Editora Ática, 1992, 432 p.

O livro de Cervo e Bueno tem o mérito de resgatar a história da Política externa brasileira desde a independência até os dias atuais. Os autores apresentam a atuação externa do país numa perspectiva história e, diferentemente de outros manuais sobre o assunto, não se concentram em episódios de negociações políticas e militares da ação diplomática e sim nos aspectos mais estruturais da história externa do Brasil¹.

Consolidar o conhecimento elaborado sobre as relações internacionais no Brasil e o dar uma nova interpretação histórica foram os principais objetivos dos autores nessa obra. Essa nova interpretação histórica significa considerar na análise dos acontecimentos os aspectos de natureza histórica e estrutural. Para isso, Cervo e Bueno fizeram uma leitura atenta dos relatórios da chancelaria brasileira.

A análise dos autores foi dividida a partir de três grandes períodos da história política do País. A primeira parte do livro, de responsabilidade de Amado Cervo, se refere ao período histórico do pós independência e da época do império brasileiro (1822-1889). Nessa primeira parte, a Política externa brasileira é analisada a partir de quatro variáveis: o sistema internacional e os objetivos dos estados dominantes; a inserção do continente americano nesse sistema; a herança colonial brasileira e as suas estruturas sociais. As questões que envolvem o reconhecimento do país como nação independente e como a política externa do país se movia entre as zonas de pressão da Europa e do Prata são tratadas por Cervo. Observa-se que no pós-independência a relação dos país com as nações mais desenvolvidas se manteve subalterno e que uma série de tratados foram considerados prejudiciais para o interesse do País nos documentos da época. A relação com o Prata teve momentos mais críticos, principalmente no relacionamento com Buenos Aires.

1. Ver P. Almeida ROBERTO, « A nova história diplomática », *Política externa* (São Paulo), 1(2), 1992 : 198-206.

A consolidação da política externa se dá no Segundo Reinado, quando a nacionalização do Estado brasileiro está praticamente completa. A partir de então a política externa, na visão de Cervo, passou a ter uma racionalidade e um caráter autônomo. A formulação da política externa era realizada conjuntamente no Parlamento, no Conselho de Estado, Gabinete e chefia da nação, e se dava a partir das perspectivas do país no cenário internacional.

No que se refere as questões econômicas o país manteve uma postura de se fechar o quanto possível aos produtos manufaturados das grandes potências. O relacionamento com as grandes potências do período foi basicamente defensivo, sendo que a questão principal é da época era não permitir a perda de autonomia do Estado Brasileiro.

A atuação como potência se deu na relação com o Prata, onde o país desviou todas as suas forças para garantir a hegemonia na região. Na avaliação do autor a questão do Prata tinha « interesses concretos, econômicos e de segurança, mas consumiu energias e recursos que teriam sido mais bem aplicados no esforço de superação da dependência estrutural » (p. 132).

Na avaliação geral do autor, a política externa do império teve sucesso em garantir a autonomia do país, a defesa do território nacional e a manutenção do crédito externo para o país. Mas criou condições para o desenvolvimento do país no sistema internacional.

A segunda parte do livro se refere ao período republicano brasileiro até o golpe militar de 1964 (1889-1964). Cloaldo Bueno apresenta as repercussões internacionais sobre o advento da república no Brasil, e o quanto isso modifica as estruturas da política externa do país.

No primeiro momento da república a Política externa brasileira foi liderada por concepções idealistas, no entanto as dificuldades internas e externas fizeram como que o realismo passasse a ser predominantes na Política externa brasileira. Entre 1889 a 1902 o país teve vários problemas internacionais, ligados principalmente a disputas de áreas que vinham desde o período do império. Nesse período, opta-se por um pan-americanismo, estreitamento de relações como os países hispano-americanos e os Estados Unidos, refletia a uma idéia antieuropeia. A recém criada república tinha que quebrar todos os laços que

eram ligados ao sistema monárquico, ou seja, se desvincular da Europa.

No entanto, o período de 1889 a 1902 é considerado pelo historiados como um momento atípico na história da diplomacia brasileira. É um momento de definição interna, em que o republicanismo puro e um sistema mais oligárquico disputavam si a predominância na política brasileira. Com a consolidação do sistema oligárquico se abandonou essa opção americanista, e na figura de Rio Branco voltou-se para uma orientação próxima da que era encontrada na época do império. Mas a aproximação com os Estados Unidos foi intensificada, Rio Branco antecipou o que a primeira guerra mundial iria proclamar, o declínio da hegemonia inglesa no cenário mundial. No plano econômico, a relação entre Brasil e Estados Unidos já eram muito boas, os Estados Unidos estava entre os principais compradores de café do Brasil.

Mesmo considerando estas modificações nas relações externas do país, o autor ressalta que o período de 1912 a 1930 o Brasil « não teve um projeto de política externa claramente formulado » (p. 334). Nesse período, a política externa estava vinculada aos interesses exportadores. A diferença para a década de 30, é que a Política externa brasileira tentará contemplar os interesses de outros setores da economia brasileira.

A partir da década de 30 a questão do desenvolvimento econômico dos países torna-se mais presente na formulação da política externa. A operação panamericana com Juscelino Kubitschek pode-se tomar como exemplo de uma política voltada para o desenvolvimento econômico do país através das lacunas oferecidas pelo sistema internacional ao país. A análise da Política externa brasileira do período ressalta-se a aproximação e o grau de autonomia do país junto a potência americana. Pode-se perceber que em alguns momentos a diplomacia brasileira tinha maior poder de barganha, em outros utilizou-se do relacionamento como os Estados Unidos no estabelecimento de relações como os seus vizinhos.

É dentro desse contexto de relacionamento com a potência americana que se formula a política externa independente, do período nacional-populismo. Mesmo conforme o sistema, ela serviu principalmente para avaliar as relações externas como os Estados Unidos. Apoiada nos segmentos nacionalistas que achavam

que os Estados Unidos eram os principais culpados pelo atraso econômico do país, essa política significa acirramento das relações entre os países, o Brasil não deveria ser submisso aos interesses da potência hegemônica.

A parte final do livro se refere ao período militar até a redemocratização do país (1964-1985). Nesse período, a Política externa brasileira teve que se colocar dentro da bipolaridade acirrada entre as potências americanas e soviéticas. O período Castelo Branco pode ser considerado como uma lacuna no período militar, que depois passa a ter o mesmo padrão até 1985.

No governo Geisel foi instituída « o pragmatismo responsável », ou seja, guiar-se pelas circunstâncias, visando a consecução dos objetivos de Política externa brasileira. Essa política prevaleceu em seu sentido até 1985.

A utilização da política externa com fator de desenvolvimento também foi explorada nesse período e nesse sentido pode ser dividida em três partes: consolidação da indústria nacional; consolidação da indústria de base; implantação de tecnologia de ponta. A primeira foi implementada a partir da associação como capital transnacional, a segunda pelo capital monopolista do Estado e a terceira através de capital privado.

A aproximação com os países da América Latina é uma das grandes mudanças da Política externa brasileira, que culmina em 1986 com o Tratado que criará o Mercosul, uma união aduaneira entre Argentina, Brasil, Uruguai e Paraguai.

Cervo mostra como se dá essa aproximação considerando as mudanças que estavam acontecendo no cenário internacional. O relacionamento do Brasil com outras regiões também é analisado, mas o foco principal de todo o período é o relacionamento do Brasil com os Estados Unidos.

O seu impacto está em trazer um panorama completo da história externa do país tanto para iniciantes nos estudos sobre Política externa brasileira, como para especialistas da área de relações internacionais.

Denilde Oliveira Holzhacker